

- encourager le développement des technologies avancées.

J'ai été particulièrement préoccupé par l'hésitation des gouvernements à s'engager à prendre des mesures anti-protectionnistes au GATT, à l'OCDE et aux Sommets, et à agir comme si ces mots étaient vides de sens. Voilà pourquoi j'ai été heureux que les participants au dernier Sommet aient endossé l'initiative du Canada qui consistait à déterminer dans quelle mesure les gouvernements respectaient leurs engagements anti-protectionnistes.

La participation du Canada aux réunions informelles des ministres responsables du commerce au Canada, aux États-Unis, au Japon et dans la Communauté européenne confirme également l'intérêt du gouvernement pour la coopération et le renforcement de l'économie mondiale. Mon collègue, l'honorable Gerald Regan, participera à la prochaine réunion en Floride du 3 au 5 février. L'objectif premier de ces réunions de ministres du Commerce de pays choisis est d'échanger des vues et de coordonner les mesures destinées à freiner le protectionnisme et à inverser le processus en abattant les barrières commerciales.

Le Canada a été de ceux qui ont demandé instamment l'application du Programme de travail du GATT dans les meilleurs délais. Ce programme, qui a été adopté à la Réunion ministérielle de 1982 que j'ai présidée, vise à couvrir diverses questions, comme le commerce des produits agricoles et l'élaboration d'un accord international sur les mesures de sauvegarde, le commerce des produits à base de ressources naturelles et le commerce des services.

Pour renforcer le système économique mondial, il faut d'abord et avant tout freiner le protectionnisme et renverser la vapeur à mesure que progresse la relance économique. L'on pourrait favoriser un engagement renouvelé et susciter une impression de mouvement dans cette voie en faisant progresser l'application des réductions tarifaires adoptées dans le cadre des négociations de Tokyo et en convenant d'un système de notification pour ce qui concerne les mesures de sauvegarde dites "grises".

La consultation a toujours joué un rôle-clé dans la formulation des politiques. La présente conférence constitue une excellente tribune au sein de laquelle pourront se poursuivre les consultations et la coopération dans un contexte canadien. Permettez-moi de vous entretenir brièvement d'une autre conférence internationale à laquelle je participerai demain et que bon nombre d'entre vous pourraient ne pas connaître très bien. Il s'agit du Symposium de Davos qui se tient en Suisse.

Depuis 1970, ce symposium réunit chaque année quelque cinq cents dirigeants de moyennes et grandes sociétés nationales et multinationales. Je suis heureux de constater que 17 administrateurs en chef de sociétés canadiennes représenteront le Canada cette année.

Le Symposium de Davos est un événement unique en son genre puisqu'il permet à des chefs d'entreprise de toutes les parties du monde de rencontrer des décideurs-clés de gouvernements et d'institutions internationales. Cette année, le gouvernement du Canada a été invité à participer en tant que pays vedette dans le cadre des discussions qui porteront sur le thème général de la gestion de la relance.